

Atelier Europe ou les raisons de la défiance

Michèle Vivien et Jean-Michel Bourdin
Groupe Vallée de la Bièvre



Animatrice : Nicole Vaucheret
atelier fédéral Politique

Personne ressource : Yves Bertoncini
directeur de l'Institut Jacques Delors / Notre Europe

L'"Hymne à la Joie" est l'hymne européen. Yves Bertoncini a publié en février 2014 *Europe : l'hymne à la peur ?*, tribune où il a voulu, à quelques mois des élections, prendre à bras le corps le climat de peur qui entourait la campagne dans de nombreux pays de l'Union européenne (UE), avec trois affirmations :

1. Même si elle inquiète nombre de ses citoyens, l'UE n'est pas responsable de la crise en cours ;
2. L'Union européenne peut être une réponse efficace aux principales menaces qu'affrontent ses citoyens ;
3. Les protections offertes par la construction européenne sont menacées par la poussée populiste.

Cette tribune s'achevait en soulignant que la campagne ne devait pas laisser l'évocation des peurs aux seuls "populistes", dont la poussée constitue à la fois une réponse inefficace et une autre menace pour les Européens.

En reprenant ces questions sur un mode "rationnel légal", Yves Bertoncini nous a rappelé que l'Europe est une fédération d'États-nations au niveau économique, social, mais qu'elle a un déficit d'incarnation (il y a seulement un député pour 800 000 habitants). Créée à l'origine pour faire la paix, en réponse à une peur – celle de s'entretuer, après la 2ème guerre mondiale – l'Europe est devenue elle-même une source de peurs, certaines réelles, d'autres fantasmées.

D'une part il est manifeste que la Troïka produit des excès: trop d'austérité (exemple : en Grèce) ou de solidarité (en Allemagne).

La construction européenne est en panne de sens ; pour la France qui a une culture de l'intérêt général, ce qui apparaît transparent à Bruxelles ne l'est pas nécessairement à Paris. Il faut rendre le fonctionnement et les décisions plus équitables, plus exemplaires. L'Acte unique européen de 1986, par sa libéralisation, a produit des gagnants et des perdants, lesquels ont été pris en charge, indemnisés. L'erreur de 2004-2005 avec l'entrée des pays de l'Europe de l'Est a été de ne pas créer de Fonds européen compensatoire. L'Europe sociale, amorcée depuis 1950, a du mal à être acceptée, malgré le principe de libre circulation des travailleurs et la coordination de la sécurité sociale des travailleurs migrants, le fonds d'aide à la mondialisation.

Il faut retrouver du sens et de la vigueur face aux multiples menaces : islamiste, climatique, d'emballement de la finance, d'instabilité géopolitique de pays voisins, ou encore face à Poutine...

Or aujourd'hui, en regardant le monde, on peut penser que l'union ne fait pas la force.

Parmi les principales raisons de la défiance, un projet basé sur le libéralisme économique ; or on ne peut faire l'Europe qu'avec les autres – une Europe de la coopération économique, où ne puissent pas se reproduire Hitler ou

Mussolini qui ont existé en période de crise – et où les conflits se règlent pacifiquement : à Bruxelles, le fait de se voir empêche les conflits de dégénérer ; le dialogue, le consensus aident à la réconciliation. La paix établie sur la base d'échanges est plus durable. Rappelons que J. Delors est très attaché au triptyque "compétition/coopération/solidarité".

Les peurs viennent aussi des déceptions, d'un manque d'exemplarité des élus. Après la guerre froide, les Européens ont "lâché", désarmé. Déception et frustration de la France pour qui l'Europe est avant tout une puissance politique, sociale, pas militaire. Les migrants sont vus comme des victimes ou, eux aussi, comme des menaces. L'Europe est désunie. Devant l'afflux massif, elle a répondu en ordre dispersé. Le vrai problème est un déficit de confiance : nos frontières sont les frontières de la Grèce et de l'Italie, avec un déficit de solidarité (Mare Nostrum). L'Espace Schengen, créé en premier lieu pour faciliter la circulation de classes populaires (routiers et travailleurs frontaliers), est d'abord associé à la liberté, et non à la sécurité (redéploiement des contrôles). Il donne alors aux différents pays le sentiment de perdre leur identité.

Il faut déconstruire les peurs. La politique étrangère semble progresser. L'UE est dans l'obligation d'amener les pays de l'Europe de l'Est à la démocratie. ♦